

Cafouillage entre ministres autour des résultats du Bac

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Bouira /Ath Laâziz

Un jeune tue son frère à l'aide d'un marteau

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4214 - Mardi 4 juillet 2017 - Prix : 10 DA

L'ambassade de France officialise sa rupture avec TLSContact

Les dépôts de demande de visa jusqu'à fin 2018

Page 3

Les perdants en plus de Daech

Par Mohamed Habili

Sur les instances du Koweït, médiateur dans l'épreuve de force combien inégale opposant le Qatar à quatre de ses voisins arabes, dont l'Égypte et l'Arabie saoudite, le premier se voit accordé un délai supplémentaire de quarante-huit heures avant de faire savoir quelle suite il compte donner aux conditions qui lui ont été posées, réponse qu'il devait leur faire tenir dès la première heure de dimanche dernier. On savait déjà que bien loin de repousser avec horreur le principe même présidant à ces demandes, le Qatar entendait renouer le dialogue avec les quatre, dans l'espoir sans doute d'obtenir un adoucissement de leurs exigences, tout en commençant à se ménager une voie de sortie honorable. Il ne semble pas que les bons offices koweïtiens aient réussi à lui faire obtenir un régime de sanctions plus supportable. Le fait même qu'il soit obligé de remettre sa copie prouve qu'il n'a pas trouvé le soutien qu'il espérait de la part des grandes puissances, et d'abord celui des Etats-Unis, qui dans cette affaire se sont montrés particulièrement évasifs. Le seul pays qui se soit rangé sans hésitation à son côté, c'est la Turquie, dont on peut dire qu'elle fait tout son possible pour être frappée des mêmes sanctions que lui, déjà en effet qu'elle est parvenue à faire en sorte que l'une des treize conditions la concerne directement. D'ici à ce que d'autres conditions soient ajoutées à celle qui porte sur le démantèlement de la base militaire nouvellement créée au Qatar, il suffirait peut-être d'une autre initiative comme le régime Erdogan en a le secret.

Suite en page 3

Malgré l'affluence des émigrés au pays

L'Euro reste à près de 1 pour 200 DA



La monnaie européenne qui n'a cessé de grimper ces dernières années maintient sa valeur à 1 pour 190,25 DA au marché parallèle. En dépit de la saison estivale où l'euro connaît d'ordinaire une baisse par l'affluence des émigrés, cet été, il n'en est rien. Bien au contraire, à ce rythme, encouragée par la dévaluation du dinar, la devise sera cédée à 200 DA pour 1 euro.

Lire page 2

Vitrine touristique du Maroc
Rif : la contestation gagne les plages

Page 2



Biennale méditerranéenne des arts modernes à Oran
Un espace fructueux d'échanges artistiques

Page 13

Tizi Ouzou/Métiers du bâtiment
L'AWEM peine à répondre à une offre d'emploi de plus de 2 000 postes

LE MÊME responsable de l'AWEM, qui s'exprimait devant la presse en marge d'une rencontre autour du dispositif de l'emploi tenu à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, a précisé que parmi ces placements effectués par des agences au niveau de la wilaya, 8 256 ont été insérés en milieu professionnel par le procédé appelé «classique», 1 125 par le biais du contrat de travail aidé (CTA) et 1 124 dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

Comparativement aux statistiques de la même période de l'année 2016 le taux de placement a progressé de 22%, a précisé Yazid Tizrarine. Alors que pour le second semestre de l'année 2017, l'AWEM de Tizi Ouzou prévoit de réaliser pas moins de 13 000 placements via les différents dispositifs d'insertion professionnelle relevant de ses compétences. A notre question relative à un éventuel impact négatif de la situation économique difficile que traverse le pays sur le nombre de placements, le chef d'agence de l'emploi de la wilaya de Tizi Ouzou a soutenu qu'il y a eu plutôt des offres d'emploi qui n'ont pas trouvé preneurs en citant l'exemple des métiers du bâtiment avec plus de 2 000 postes. Quelque 22 entreprises locales essentiellement de services ont pris part à la rencontre initiée par l'AWEM de Tizi Ouzou avec des entretiens d'embauche au profit de 200 demandeurs d'emploi pour 128 postes. Yazid Tizrarine a expliqué qu'avec les entretiens d'embauche, qui est une méthode anglo-saxonne, l'employeur a l'opportunité de s'entretenir avec un nombre important de demandeurs en un temps réduit et pour les personnes à la recherche d'un poste de travail l'occasion de répondre à plusieurs offres d'emploi. Par ailleurs, le même responsable a relevé que la méthode de recherche d'emploi pour les demandeurs et des employés pour les employeurs via internet, lancée en janvier dernier, suscite de plus en plus l'intérêt chez les deux franges. La procédure permet d'une part, aux employeurs de déposer leurs offres et d'autre part, aux demandeurs de s'inscrire et effectuer la recherche dans l'offre.

Hamid Messir

Malgré l'affluence des émigrés au pays

L'Euro reste à près de 1 pour 200 DA

■ La monnaie européenne qui n'a cessé de grimper ces dernières années maintient sa valeur à 1 pour 190,25 DA au marché parallèle. En dépit de la saison estivale où l'euro connaît d'ordinaire une baisse par l'affluence des émigrés, cet été, il n'en est rien. Bien au contraire, à ce rythme, encouragée par la dévaluation du dinar, la devise sera cédée à 200 DA pour 1 euro.

Par Yacine Djadel

C'est l'été et les vacances, une saison où les Algériens utilisent le plus la devise. Vivants à l'étranger ou au pays, tous ont recours au change de la monnaie européenne pour voyager. Pour sa valeur de conversion en Algérie, habituellement l'euro malgré son appréciation connaît des baisses en été au marché parallèle du Square Port-Saïd. La raison est évidemment la disponibilité de liquidités en circulation durant cette saison. Période du pèlerinage (hadj) pour vétérans, mois de vacances et d'évasion pour écoliers et travailleurs, l'été est propice pour les transactions en devise. Par conséquent, malgré la forte demande vu la grande affluence de la communauté nationale établie à l'étranger, faisant rentrer l'euro, il y a toujours un recul de valeur. Néanmoins, pour cette année, les choses s'avèrent différentes. En se rendant hier sur place au marché noir du Square d'Alger le prix de change se maintient à 1 euro pour 190,25 DA pour l'achat. Lorsque c'est l'inverse, c'est-à-dire c'est le citoyen qui vend de l'euro pour la monnaie locale, ces jeunes improvisés en véritables pro de la finance réduisent à 1 pour 190 DA. Un pouvoir de change qui reste tout de même largement exorbitant pour la plupart. «C'est de la faute au dinar qui descend de



plus en plus. Ce n'est pas nous. On fait notre travail pour gagner notre pain c'est tout. En plus c'est uniquement avec les grandes sommes qu'on peut tirer profit», a confié Zaki, un acheteur, vendeur de devise au marché informel du Square. Quelques pas plus loin, un autre rapporte que même la saison du hadj y est pour quelque chose. «Avant, la majorité des personnes âgées qui partent pour le pèlerinage à La Mecque utilisaient beaucoup le dollar. Ce qui n'est pas le cas ces derniers temps c'est l'euro qui est en forte demande. C'est normal qu'il garde sa valeur à

mon avis il sera à 1 pour 200 DA pour bientôt», a-t-il expliqué. Ainsi, la monnaie européenne qui n'a cessé de grimper ces dernières années maintient sa valeur à 1 pour 190,25 DA au marché parallèle. En dépit de la saison estivale où l'euro connaît d'ordinaire une baisse par l'affluence des émigrés, cet été, il n'en est rien. Bien au contraire, à ce rythme, encouragée par la dévaluation du dinar, la devise sera cédée à 200 DA pour 1 euro. Un état de fait qui n'arrange personne exceptés ceux qui tirent profit de ce marché fructueux. Pour l'économie nationale,

c'est une immense perte et fuite fiscale. Pour les gens c'est une pénalisation qu'est le fait de changer largement plus cher qu'en banque. La fermeture du système bancaire du pays a une grande responsabilité dans cette situation qui perdure depuis plusieurs années. Malgré les mesures annoncées maintes fois par les gouverneurs de la Banque d'Algérie à différentes périodes, l'ouverture de bureaux de change n'est pas pour demain. En somme, en attendant de réelles résolutions, le citoyen et les caisses de l'Etat payent les pots cassés. Y. D.

Vitrine touristique du Maroc

Rif : la contestation gagne les plages

Les forces de l'ordre marocaines ont tenté d'avant-hier de déloger les manifestants du mouvement Hirak, qui ont continué leur mouvement sur les plages d'Al Houceïma dans la région du Rif (nord) en scandant des appels à la libération des détenus et la démilitarisation de la zone, ont rapporté les médias lundi.

A Sfiha et Souani, des forces de l'ordre «casquées» et «bardées de leurs boucliers» ont tenté de déloger les manifestants-baigneurs, qui sur le sable et jusque dans l'eau ont continué à scander des appels à la libération des détenus, la démilitarisation de la région et la réalisation de leurs revendications socio-économiques, ont précisé les mêmes sources.

Jeudi, des dizaines de jeunes d'Al Houceïma ont organisé une marche de soutien au mouvement contestataire du Rif sur la plage Quemado, dont des vidéos ont été diffusées sur le web.

L'occasion pour eux de soutenir les prisonniers du Hirak, d'appeler à leur libération et de rappeler aux autorités les revendications socio-économiques légitimes de leur mouvement. Ils l'ont fait depuis la mer où ils tenaient leur sit-in. Les autorités ont alors accouru sur les lieux pour y mettre un terme, a-t-on indiqué.

Dans une des images sur les réseaux sociaux, on voit les forces de l'ordre former

une sorte de mur. Dans une autre, on les voit, les bottes dans l'eau, faire face à des jeunes portant des maillots de bain.

Le Hirak a déplacé cette semaine le terrain de la manifestation à la plage, une innovation pour les mouvements sociaux au Maroc et des appels ont été lancés cette semaine en ce sens sur les réseaux sociaux.

Après les grands rassemblements sur la place principale d'Al Houceïma, les affrontements sur les hauteurs des quartiers chauds et les concerts de casseroles la nuit, les partisans du Hirak ont déplacé la contestation vers les plages, lieux symboliques de l'économie locale et vitrine touristique de la région.

Revendications pour une province rifaine démunie

Cela fait huit mois que la ville d'Al Houceïma et les localités avoisinantes, dont Imezouren, dans le nord du Maroc, sont le théâtre de manifestations populaires qui ne donnent aucun répit aux forces de l'ordre.

Ce mouvement social veut voir sa province dotée notamment d'une université et d'un hôpital spécialisé dans le traitement du cancer ainsi que des investissements pour permettre la création d'emplois pour les jeunes chômeurs.

Au lieu de prêter oreille à ces demandes

et leur répondre favorablement, les autorités marocaines ont eu recours à la répression en interpellant plus d'une centaine de manifestants. Si une partie d'entre eux a été condamnée à des peines de prison allant jusqu'à 18 mois, les autres attendent leurs procès.

En réaction à cette situation décriée à travers le monde, une coalition marocaine regroupant vingt-deux associations de défense des droits de l'homme a dénoncé des arrestations abusives et l'usage excessif de la force lors des interventions des forces antiémeute dans le Rif.

Aussi, malgré cette campagne de répression dénoncée au Maroc et par des ONG internationales, les manifestations se sont poursuivies à Al Houceïma, ces derniers jours, scandant notamment «nous sommes tous des Zefzafi», en référence au leader de la contestation du Rif, Nasser Zefzafi, suivies d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Depuis le 28 octobre et le décès d'un jeune marchand de poisson du pays, Mouhcine Fikri, broyé dans une benne à ordures alors qu'il tentait d'empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police, la mobilisation n'a jamais cessé à Al-Houceïma ainsi que dans plusieurs localités avoisinantes, touchant même la capitale Rabat.

Illham B./APS

Angoisse, stress et tension avant la date

Cafouillage entre ministres autour des résultats du Bac

■ Alors que Nouria Benghebrît, ministre de l'Education, a déclaré avant-hier que «les résultats du baccalauréat session 2017, dont l'annonce était initialement prévue pour le 15 juillet, seront connus à la fin de ce mois», le ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar, a indiqué que la session spéciale du baccalauréat au profit des exclus «n'aura aucune incidence» sur les prochaines inscriptions universitaires.

Par Meriem Benchaouia

Une grande confusion règne ces derniers jours autour de la date de l'annonce des résultats du Bac. Celle-ci fut initialement fixée au 15 juillet 2017 par le ministère de l'Education nationale, puis reportée à la fin du mois, pour cause de session spéciale. Néanmoins, des annonces contradictoires n'ont cessé de fusiller. Alors que Nouria Benghebrît, ministre de l'Education a déclaré avant-hier que «les résultats du baccalauréat session 2017, dont l'annonce était initialement prévue pour le 15 juillet, seront connus à la fin de ce mois», le ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar, a indiqué que la session spéciale du baccalauréat au profit des exclus «n'aura aucune incidence» sur les prochaines inscriptions universitaires. «Les dates sont maintenues», a-t-il affirmé. Sachant que les opérations de pré-inscription et d'orientation se font généralement en ligne dès l'affichage des résultats, ces déclarations sèment le trouble dans la tête des candidats. Un cafouillage autour de la date de proclamation des résultats qui stresse encore plus les candidats et leurs parents. Une attente longue, épuisante pour les nerfs des futurs bacheliers et pour leur entourage surtout que ces épreuves ont été malheureusement marquées encore une fois par des erreurs qui ont induit les



candidats en porte-à-faux. «On ne sait même pas exactement quand les résultats seront affichés. Du coup, on est même plus stressés que nos enfants. Eux, ils ont eu quelques jours de répit où ils se sont vidés l'esprit. Nous, on n'a pas arrêté d'angoisser. Pendant toute l'année, pendant les jours d'examen et maintenant à attendre les résultats», témoigne la maman de Salim. «J'ai l'impression que c'est ma mère qui a passé le Bac tellement elle stresse !», raconte Salim. Pour nombre de candidats, le véritable calvaire a débuté après les corrections des épreuves qui ont donné le coup d'envoi à une boule à l'estomac, point commun à tous les candidats. Pour Samiha les premiers jours après les épreuves du Bac étaient syno-

nymes de repos et de détente. «J'étais soulagée de terminer les épreuves. Je me suis reposée, j'ai profité pour récupérer de longues nuits blanches. Je suis sortie avec mes amis... C'était la décontraction totale», raconte-t-elle. «Mais depuis quelques jours, le stress est réapparu. Surtout avec l'annonce de l'organisation d'une session spéciale pour les retardataires. C'est injuste de nous laisser poiroter pendant presque deux mois», déplore-t-elle et d'ajouter : «Je ne sors plus, je ne mange plus. Je vivote, je passe mon temps sur le Net à la recherche d'informations concernant le Bac», ajoute-t-elle. «Maintenant, il faut patienter plus longtemps que prévu, il y a l'angoisse de l'attente, mais il y a aussi la crainte du ministère de

l'Education nationale quant au taux de réussite», explique Lyes. «Je n'en peux plus, vivement le jour de l'affichage !», avoue-t-il. Et d'ajouter : «Je stresse un max, je ne dors plus au fur et à mesure que le jour "J" approche». Certains candidats estiment qu'il ne sert à rien de stresser, les dés sont déjà jetés. «Sincèrement, le plus dur est passé et ce n'est pas maintenant que je vais malmenager mes nerfs et pour rien», affirme Mahdi. Même discours pour Samia : «Oui j'ai peur mais pas au point de me rendre malade. Adviene que pourra !» Combien seront-ils parmi les candidats au Bac qui pousseront un soupir de soulagement le jour de l'annonce des résultats ? Il faudra bien patienter pour le savoir. **M. B.**

L'ambassade de France officialise sa rupture avec TLSContact

Les dépôts de demande de visa jusqu'à fin 2018



Après des semaines voire des mois de polémiques survenues à propos de la gestion chaotique et même scandaleuse des demandes de visas pour la France par le prestataire de services TLSContact, le Quai d'Orsay se prononce enfin officiellement sur son divorce avec son partenaire. Mais en attendant les demandeurs de visas

peuvent continuer à déposer leurs demandes et ce jusqu'au 31 janvier 2018 auprès des trois consulats généraux de France en Algérie : Alger, Oran et Annaba.

Voici une information qui vient soulager des milliers d'Algériens sollicitant un visa Schengen notamment pour se rendre en France qui depuis des mois se

retrouvent «otages» des pratiques de mauvaises gestion dans le traitement des dossiers et la fixation des rendez-vous. Faisant que, outre les difficultés constatées dans le remplissage de la procédure sur le site internet, des centaines de demandes de visas sont aujourd'hui encore en attente.

Ainsi, dans un communiqué de l'ambassade en France à Alger parvenu hier à la rédaction, la représentation diplomatique informe que «les autorités françaises ont décidé d'avancer la fin du contrat de prestations de service qui lie les trois consulats généraux de France en Algérie avec le prestataire TLS contact pour le recueil des dossiers de demandes de visas».

En effet, après la rupture contrat liant l'ambassade de France à Alger avec TLScontact, son prestataire de service dans la collecte des dossiers de visa, et ce raison des scandales en

série ont secoué notamment ces dernières semaines, le Quai d'Orsay vient de prendre la décision «d'avancer la fin du contrat de prestations de service qui lie les trois consulats généraux de France en Algérie avec le prestataire TLS contact pour le recueil des dossiers de demandes de visas», a expliqué la représentation diplomatique française à Alger. Une décision, expliquera la même source, prise le 28 juin dernier, qui précise toutefois que «le contrat prévoit des clauses quant à la résiliation, et cet opérateur demeure compétent jusqu'au 31 janvier 2018». De ce fait, jusqu'à la fin de l'année prochaine, les demandeurs de visa vont pouvoir continuer à déposer leurs demandes. Dans ce contexte, les autorités diplomatiques françaises indiquent qu'«un nouvel appel d'offres sera lancé par les autorités compétentes», avec pour «objectif de mieux prendre en compte les

LA QUESTION DU JOUR

Les perdants en plus de Daech

Suite de la page une

Pour autant que ce ne soit pas déjà le cas, vu l'important corps expéditionnaire dépêché au Qatar, comme si celui-ci était menacé d'invasion. Bien entendu, c'est à titre préventif que la Turquie court au secours du Qatar, ou du moins le croit-elle, sachant que presque tous les griefs des quatre vis-à-vis du Qatar peuvent lui être adressés. Peut-être réussira-t-elle à se voir infliger le même blocus que lui. Quoi qu'il en soit, il est impossible de ne pas relever la coïncidence entre d'une part ce qui arrive au Qatar, et qui peut s'étendre à la Turquie, et d'autre part les deux guerres qui tirent à leur fin tant en Syrie qu'en Irak, encore que cela vaille plus pour celui-ci que pour celle-là. De Mossoul, qu'il dominait en entier il y a moins d'une année, Daech ne détient désormais que moins d'un kilomètre carré. D'un moment à l'autre, le Premier ministre irakien peut annoncer la libération de la ville, donnant le coup d'envoi à une semaine de réjouissances à travers le pays. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes gagnent du terrain à Raqqa, qu'elles viennent de pénétrer par le sud, après avoir franchi l'Euphrate. On ne les croyait pas de force à libérer le principal bastion de Daech, mais maintenant on les en croit tout à fait capables, d'autant qu'elles jouissent du soutien constant des Etats-Unis. Mais sur ce front, la guerre peut à tout moment se compliquer d'un nouvel acteur, la Turquie, pour qui il n'est pas question que Raqqa soit libérée par les Kurdes. Par ce biais-là bien plus que par son alignement sur le Qatar en butte au blocus par les soins des quatre, la Turquie est en train de se préparer des lendemains pour le moins difficiles. De faire en sorte que la défaite désormais imminente de Daech soit aussi la sienne, ce qui d'une certaine façon est déjà le cas du Qatar. **M. H.**

nouveaux paramètres de la demande algérienne de visas et d'améliorer encore les conditions d'accueil des demandeurs de visas en Algérie, en assurant notamment un contrôle plus efficace des calendriers de rendez-vous et une maîtrise des délais d'attente».

Aussi, poursuivra la même source, «des mesures seront prises pour organiser la transition pour les demandes de rendez-vous au-delà du 31 janvier 2018 et garantir le service de qualité attendu des demandeurs algériens de visas pour la France». «Des informations complémentaires sur les modalités envisagées seront communiquées dans les meilleurs délais», conclut le communiqué.

Lynda Naili/Communiqué

Direction du commerce de la wilaya d'Alger

Début des soldes d'été à partir du 21 juillet

■ Les soldes pour l'été 2017 débiteront le 21 juillet en cours, a-t-on appris de la direction du commerce de la wilaya d'Alger.

Par Salem K.

Le responsable de la direction du commerce, Dehar Layachi, a déclaré à l'APS que les portes d'enregistrement sont ouvertes devant les opérateurs économiques (les commerçants) voulant participer aux ventes en soldes pour l'été 2017 qui débiteront le 21 juillet en cours jusqu'au 31 août et ce, conformément à la décision de wilaya du 22 novembre 2016 relative aux soldes d'hiver et d'été.

Les dépôts de dossiers de ceux qui veulent participer à l'opération qui leur permettra d'exercer la vente au rabais annuelle, sera en cours jusqu'à expiration de la période fixée, conformément aux conditions et lois en vigueur, a précisé M. Dehar.

L'opération se fera conformément aux dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et modalités de réaffectation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines



et des ventes au déballage.

La décision prévoit également les conditions et les procédures légales relatives aux peines infligées aux commerçants contrevenants si ces derniers sont interceptés par les agents de contrôle et de la répression des fraudes de la direction de commerce, a-t-il ajouté.

Le but de cette opération de vente en soldes est de stimuler

le tissu commercial, renforcer la concurrence dans le marché pour offrir aux commerçants l'occasion de promouvoir leurs activités et aux consommateurs d'acquiescer des produits à bas prix dans un cadre réglementaire, a souligné M. Dehar, ajoutant que les soldes contribuent à créer de la concurrence entre les commerçants, attirer la clientèle et épurer le stock de marchan-

disés des commerçants pour de nouvelles collections et promouvoir la culture de ventes en soldes en vue d'en faire un acte commercial ancré dans les pratiques et conduites du consommateur et du commerçant.

Il a rappelé, dans le même contexte, que les agents de contrôle intensifient leur patrouille visant à contrôler tout dépassement par les commer-

çants et à éviter une concurrence "déloyale", mettant en avant que des procédures pénales seront prises contre les commerçants contrevenants qui affichent des soldes sans obtenir aucune autorisation et ce, conformément à la loi du 23 juin 2004 relative aux modalités d'exercice des activités commerciales.

S. K./APS

Commerce

Mesures contre la non-conformité des appareils à gaz

Plusieurs mesures ont été prises par le ministère du Commerce pour mettre fin à la non-conformité des appareils à gaz à usage domestique aux normes de sécurité, qui causent des dizaines de morts annuellement en Algérie, apprend-on auprès de ce département ministériel.

Ces mesures interviennent à l'issue d'une enquête nationale menée par les services du ministère afin de vérifier la conformité des appareils à gaz à usage domestique aux normes, et ce, suite à l'accroissement du nombre d'accidents domestiques dus à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO), qualifié de «tueur silencieux», et observés durant la saison hivernale essentiellement.

Les investigations ont ciblé particulièrement quatre types d'appareils à gaz les plus utilisés par les ménages, qui constituent un risque potentiel pour leur sécurité.

Il s'agit des chauffages à gaz, des réchauds de lessiveuse (tabouanas), des détendeurs à gaz et des chauffe-bains.

Ces appareils ont fait l'objet d'un contrôle systématique, tant au niveau des frontières que sur le marché national, tout en les soumettant aux tests et essais au niveau du laboratoire de la répression des fraudes, précise la même source.

Il a ainsi été constaté que le taux de non-conformité le plus élevé, relevé lors de la réalisation de cette enquête, concerne les détendeurs à gaz (appareils servant à réduire la pression du gaz sortant de la bonbonne de gaz).

En effet, 93% des échantillons de ces détendeurs testés ne répondent pas aux exigences normatives de sécurité et

celles liées à l'information du consommateur, à l'exception des produits de la société nationale Naftal, relève le ministère du Commerce. Pour remédier aux dysfonctionnements relevés, ce ministère a décidé de maintenir le dispositif de contrôle systématique des chauffages à gaz, des chauffe-bains et des tabouanas, jusqu'à l'entrée en vigueur au 12 juillet en cours de l'arrêté interministériel du 31 janvier 2016, portant adoption du règlement technique fixant les exigences de sécurité des appareils à gaz combustible.

Pour rappel, ce règlement technique a pour objectif d'assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens, au regard des risques découlant de l'utilisation des appareils à gaz combustible. Il exige,

entre autres, l'accompagnement de l'appareil, lors de sa mise sur le marché, d'une notice technique conçue pour l'installateur, une notice d'utilisation et d'entretien conçue pour l'utilisateur, et de porter des avertissements et des précautions liés à la nature et à l'usage, dans une ou plusieurs langues accessibles au consommateur, de façon visible, lisible et indélébile. L'autre mesure décidée par le même ministère est de soumettre tout conteneur, contenant des produits de la quincaillerie, à un "contrôle systématique", en collaboration avec les services des Douanes, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de détendeurs à gaz dissimulés dans ces cargaisons. En outre, des opérations de contrôle seront engagées au niveau

du marché, notamment auprès du commerce de gros et de détail de la droguerie et de la quincaillerie, pour procéder au retrait définitif des détendeurs à gaz ne comportant pas sur leur étiquetage l'identité de l'importateur.

L'élaboration d'un arrêté interministériel, qui fixera les spécifications techniques des détendeurs à gaz, figure aussi parmi les mesures prises par le ministère qui recommande aux consommateurs à «prêter une attention particulière» lors de l'achat du détendeur à gaz, en s'assurant de l'existence de l'étiquetage du produit, qui doit porter les mentions se rapportant à l'identification de l'importateur (le nom et l'adresse de l'importateur).

Lyes D.

Entretien Eddalia-Therault

La reconnaissance des diplômes des Algériens vivant au Québec évoquée

La reconnaissance de l'équivalence des diplômes des Algériens vivant au Québec et l'encouragement de l'entrepreneuriat en Algérie et au Canada, ont été lundi au menu des discussions entre la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Ghania Eddalia, et la vice-Premier ministre du Québec, ministre de la PME, de l'allègement réglementaire et du développement économique régional du Québec, Lise Therault.

«Nous avons évoqué l'importance et la nécessité de reconnaître l'équivalence des diplômes des Algériens vivant au Québec et la validation de leur expérience, car ils rencontrent énormément de

problèmes dans le cadre de l'emploi», a déclaré à la presse M^{me} Eddalia, à l'issue de cette rencontre. «Il y a un taux de chômage important qui touche notre communauté. Donc, nous avons formulé le souhait de voir ce problème réglé le plus tôt possible, d'autant plus que l'Algérie demeure le premier partenaire du Canada au Maghreb», a-t-elle ajouté, précisant que «90% des 90 000 Algériens établis au Canada vivent au Québec». La rencontre a été aussi l'occasion d'évoquer l'accompagnement en matière de formation, notamment pour la création de PME au profit des femmes et des jeunes Algériens, ainsi que développement de liens à travers la création d'une «relation

privilegiée», a précisé pour sa part M^{me} Therault. Le Québec constitue «une porte d'entrée pour les femmes d'affaires algériennes pour les marchés canadien et américain», a-t-elle indiqué, avant de mettre l'accent sur l'importance de la reconnaissance du diplôme algérien au Québec. «Les Algériens ont été sélectionnés pour leurs compétences et leurs diplômes (...) Nous sommes donc, en train de travailler avec la ministre de l'Emigration pour combattre le phénomène de la discrimination particulièrement en emploi dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre au Québec», a-t-elle fait savoir.

Safy T.

Importations algériennes

Des négociations avec l'UE et la Chine pour lutter contre la surfacturation

■ L'Algérie a engagé des négociations avec l'Union européenne (UE) et la Chine dans le cadre de la lutte contre la surfacturation pratiquée par certains importateurs algériens, a indiqué à la presse le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar.

Par Safia T.

« Il y a un grand projet en cours d'élaboration à travers lequel nous avons demandé à l'UE de mettre à la disposition des Douanes algériennes les données relatives aux valeurs des produits qui sont importés auprès de l'Europe, afin de permettre de régler le problème de surfacturation », a indiqué M. Bentahar en marge d'un atelier sur le développement des ressources humaines des Douanes, organisé conjointement avec le Centre de recherche économie appliquée et de développement (Cread). Ce comité de négociations avec l'UE est piloté par le ministère des Affaires étrangères, a-t-il fait savoir. Selon le premier patron des Douanes, l'Algérie n'a pas besoin de négocier avec les 27 pays membres de l'UE mais avec ses cinq plus grands partenaires en commerce extérieur. A ce propos, il a souhaité que les négociations entre l'Algérie et l'UE aboutissent vers la fin de l'année 2017, rappelant que 49% des importations algériennes proviennent de l'UE. Outre l'UE, un projet d'accord d'assistance mutuelle et administrative avec la Chine est aussi en négociation pour lutter contre le phénomène de la surfacturation, a souligné M. Bentahar qui explique que le choix de la Chine relève du fait que ce pays est le premier fournisseur de l'Algérie



Kaddour Bentahar, directeur général des Douanes

en commerce extérieur. L'accord avec la Chine va permettre aux Douanes algériennes d'identifier les factures d'importations, fait valoir le directeur général des douanes qui a avancé que dans le cas de suspicion sur le montant de la facture d'un produit importé auprès de la Chine, les douanes peuvent connaître directement auprès des autorités habilitées de ce pays si la facture correspond à la réalité des prix. « On est en train

de négocier cette démarche et il y a un projet rédigé et arrêté pour pouvoir signer un accord avec la Chine, et ce, au plus tard en fin d'année 2017. Ce qui va permettre la lutte efficace contre la surfacturation », a-t-il soutenu. Dans ce contexte, M. Bentahar a souligné que des mesures avaient déjà été prises pour lutter contre cette problématique, affirmant que les services de douanes enregistrent une moyenne de 400

à 500 contentieux par an dans le cadre de la lutte contre la surfacturation. Parmi ces mesures, il a cité la signature de 21 accords bilatéraux avec les douanes de pays avec lesquels l'Algérie a des échanges commerciaux, permettant de connaître la valeur réelle des produits importés auprès de ces pays, a indiqué M. Bentahar. Il s'agit aussi de la signature, depuis moins d'une année, d'une convention avec un organisme européen qui fournit aux Douanes algériennes des informations sur les valeurs de certains produits. Ce qui a facilité aux douaniers algériens au niveau des frontières de vérifier instantanément le cours d'une catégorie de marchandises à travers une banque de données informatisée. De surcroît, une convention a été signée depuis deux mois par les Douanes algériennes avec un organisme américain qui leur fournit des informations sur la valeur des marchandises. Pour rappel, lors de sa présentation du Plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la nécessité de la lutte contre le phénomène de la surfacturation. Par ailleurs, concernant le projet commun Douanes-Cread pour le développement des ressources humaines, il vise à améliorer le rendement des douanes et les accompagner dans les profondes réformes engagées dans son plan stratégique pour la période 2016-2017, a soutenu M.

Bentahar. Le site comporte une base de données officielle actualisée par les différents acteurs du secteur économique. Cette rencontre entre dans le cadre des réunions élargies organisées par le ministre du Commerce avec les partenaires et les professionnels du secteur. Les Chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Blida, Mostaganem, Médéa, Tlemcen, Béchar, Béjaïa, Biskra, Skikda, Sétif, Laghouat et Relizane y étaient représentées.

S. T./Agences

Ooredoo enrichit ses offres entreprises Ooredoo lance ses nouveaux forfaits pour le Pack N'ternet, Option N'ternet, et Ooredoo Net

« Routeur MIFI 4G et Clé Internet 4G offrant jusqu'à trois mois d'Internet » Ooredoo optimise les forfaits Internet sur ses offres et services destinés à ses clients Entreprises et propose de nouvelles options adaptées à leurs budgets et à l'usage de leurs collaborateurs. Ainsi, les clients Entreprises de Ooredoo pourront profiter pleinement des nouveaux forfaits sur le Pack N'ternet, Option N'ternet et Ooredoo Net. En effet, pour toute acquisition d'un routeur Mifi 4G à 5 990 DA ou d'une clé Internet 4G à 3 990 DA avec une souscription à un forfait N'ternet à partir de 1 200 DA/mois, Ooredoo offre à ses clients jusqu'à trois mois d'Internet gratuit.

Aussi, Ooredoo propose à ses clients Entreprises, la souscription à une large panoplie de forfaits Internet sur ses offres Voix et ses offres Data :

- Le forfait de 500 DA offrant 500 Mo d'Internet par mois
- Le nouveau forfait 1 200 DA offrant 2 Go d'Internet par mois
- Le nouveau forfait 2 500 DA offrant 8 Go d'Internet par mois
- Le nouveau forfait 5 000 DA offrant 20 Go d'Internet par mois.

Par ailleurs, les clients Entreprises peuvent également profiter des nouveaux forfaits Internet à la demande : 100 Mo à 100 DA, 300 Mo à 200 DA, 500 Mo à 300 DA, 1,5Go à 1 000 DA, 5 Go à 2 000 DA et 12 Go à 4 000 DA.

A travers cette nouvelle formule, Ooredoo répond aux attentes de ses clients Entreprises en leur offrant plus de flexibilité et d'avantages adaptés à leurs besoins.

R. E.

Communiqué

Pour équilibrer l'économie nationale

Augmentation des exportations et réduction des importations

Le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a indiqué que les efforts déployés en faveur de l'augmentation des exportations et de la réduction de la facture d'importations permettront d'équilibrer et de protéger l'économie nationale, a indiqué le ministre dans un communiqué. Lors d'une rencontre avec le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Laid Benamor, le directeur général de l'Agence

nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) et des représentants des Chambres de commerce et d'industrie de plusieurs wilayas du pays, le ministre a mis en avant le rôle majeur de la Caci dans l'accompagnement des grandes activités des entreprises, a précisé le ministre. Le ministre a invité les acteurs concernés à appuyer ces efforts par des solutions efficaces et à conjuguer leurs énergies dans le

cadre de la Caci au service de l'essor de l'économie nationale. Après avoir entendu les préoccupations et les propositions des représentants des Chambres de commerce et d'industrie participant à la rencontre, le ministre a assisté à la présentation du projet de feuille de route économique, lancé virtuellement via un site Web pilote de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Médéa.

Salem K./APS

Croissance mondiale de la demande pétrolière

Le transport routier des marchandises a contribué à 40%

La demande des camions de transport en pétrole a dépassé les autres secteurs et a contribué, depuis l'an 2000, à 40% à la croissance mondiale de la demande de pétrole, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La croissance de la demande en pétrole des camions a dépassé tous les autres secteurs – y compris les voitures particulières, l'aviation, l'industrie et la pétrochimie –

depuis 2000 et a contribué à 40% à la croissance mondiale de la demande de pétrole, une contribution similaire à celle des voitures, a expliqué l'agence dans un nouveau rapport. Elle a relevé que les camions contribuent de manière importante à la croissance du transport, à la consommation de carburant, ainsi qu'à la hausse des émissions de dioxyde de carbone et de polluants atmosphériques

mais, regrette-t-elle, le secteur reçoit beaucoup moins d'attention et d'orientation politique que les véhicules de tourisme. L'agence soutient, dans ce sens, que l'amélioration de l'efficacité du transport routier de marchandises est essentielle pour réduire la croissance de la demande de pétrole, des émissions de carbone et de la pollution atmosphérique au cours des prochaines décennies. Selon le rap-

port, intitulé « The Future of Trucks : implications pour l'énergie et l'environnement », les camions, qui sont un facteur-clé de l'activité économique mondiale, représentent près d'un cinquième de la demande mondiale de pétrole, soit environ 17 millions de barils par jour, ce qui équivaut à la production combinée de pétrole des Etats-Unis et du Canada.

Bouira

Raccordement de plus de 780 foyers au réseau de gaz naturel à Boukram

■ Plus de 780 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune de Boukram, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira et ce, lors d'une cérémonie présidée par les autorités locales.

Par Lydia O.

« **A**ujourd'hui, nous avons raccordé exactement 782 foyers au réseau de gaz naturel dans le cadre des festivités célébrant le 55^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. Les efforts se poursuivent toujours pour parachever toutes les opérations en vue de raccorder le reste des villages à cette commodité », a indiqué le wali Mouloud Chérifi lors d'un point de presse. Un réseau de distribution de 52 km a été réalisé par la société réalisatrice, dont le maître de l'ouvrage est la Société de distribution du centre (SDC) de Bouira. Une enveloppe de 330 millions de dinars a été consacrée à cette importante opération qui portera sur un réseau total de 150 km, ce qui permettra le raccordement de tous les foyers éparés au gaz naturel, a expliqué l'un des responsables de la SDC lors d'une visite de travail du wali. Avec l'arrivée du gaz, les habitants de cette région montagnaise viennent de mettre fin au calvaire du froid de l'hiver qui a duré de longues années. « Nous sommes très heureux que le gaz arrive

dans notre commune après plusieurs années d'attente, nous tenons de ce fait à remercier les pouvoirs publics pour leurs efforts pour le développement du pays », a confié un groupe de citoyens de Boukram. Le raccordement de toutes les communes enclavées au réseau de gaz constitue la première priorité des autorités locales de la wilaya de Bouira, a indiqué M. Chérifi. Ce dernier a multiplié les visites sur le terrain afin de suivre de très près l'évolution des chantiers à travers les différentes communes à savoir notamment celle de Boukram, Guerrouma et Maïlla. « Le gaz est l'eau potable constituent nos premières priorités dans la wilaya. Nous devons œuvrer davantage pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens de Bouira et cela nécessite toujours l'effort de tous », a souligné le premier magistrat de la wilaya lors de cette visite. Ainsi, et selon les dernières statistiques de la direction de l'énergie et des mines, le taux de raccordement au réseau de gaz dans la wilaya de Bouira avoisine les 90%, notamment après la mise en service d'une série de projets similaires ces deux dernières années, dont les progrès restent constatables sur le terrain. Des villages



relevant des deux communes de Kadiria et de Djebahia (ouest de Bouira) qui comptent 10 000 habitants ont été raccordés au système des grands transferts des eaux du barrage de Koudiet Acerdoune, lors d'une cérémonie présidée à Boulerbah par le wali Mouloud Chérifi.

Des villages de Kadiria et de Djebahia raccordés au barrage de Koudiet Acerdoune

Ces villages sont Ziraoua, Bni Maïnned, Kerfala, Ouled Assem, Taktiout, Ouled Laïlem, Lahguia et Oulbane, où des opérations de réhabilitation des anciens réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) ont été effectuées récemment avant d'être raccordés au système des grands transferts. « Nous avons réalisé un réseau de 22 km pour raccorder

ces villages au système des grands transferts des eaux du barrage de Koudiet Acerdoune », a précisé, le directeur des ressources en eau, Lahbib Boulououar, tout en soulignant que les efforts de l'Etat se poursuivent « pour satisfaire toute la demande de manière suffisante et progressive ». Un réservoir de 1000 M³ ainsi que cinq stations de reprises ont été réalisés pour permettre la concrétisation de cette importante opération censée apaiser un tant soit peu les souffrances des populations locales qui ont interpellé le premier magistrat de la wilaya sur une série de problèmes que connaît leur région, notamment celui relatif à l'eau potable. « Nous sommes conscients de ce que vous avez soulevé, mais vous devez savoir que les pouvoirs publics ne ménagent aucun effort pour améliorer votre situa-

tion et vos conditions de vie. Cela se fait de manière progressive », a expliqué le wali aux habitants du village Boulerbah. La mise en service a eu lieu dans le cadre des festivités marquant la célébration du 55^e anniversaire de la double fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. Plusieurs autres opérations sont prévues durant le mois de juillet, a expliqué le chef de l'exécutif lors de cette visite.

L. O./APS

Mostaganem 291 projets d'investissement évalués en six ans

QUELQUE 291 projets d'investissement ont été évalués dans la wilaya de Mostaganem en l'espace de six ans, soit durant la période allant de 2011 à juin 2017, a-t-on appris du directeur local de l'industrie et des mines. 80 projets d'investissement ont été lancés à travers diverses régions de la wilaya, a précisé Bachir Benbada, ajoutant que ces projets, une fois opérationnels, permettront de créer 22 185 emplois. Le même responsable a ajouté qu'une superficie totale de 1 690 ha a été affectée pour les besoins de ces investissements. Il s'agit de 185 projets industriels générant 14 865 emplois, 44 autres dans le domaine touristique offrant 5 048 emplois et 46 autres touchant le secteur agricole notamment dans la filière lait permettant la création de 1 839 emplois. Ces investissements concernent également l'aquaculture et la promotion immobilière avec 8 projets générant 270 emplois, a-t-on ajouté de même source. Par ailleurs, il est prévu le lancement prochain des travaux d'aménagement de la nouvelle zone industrielle « Bordjia » dans la commune de Hassiane et d'autres zones d'activités « Gouara », « Gouara 1 » et « Maiziya Laoued », dans la même collectivité locale.

R. R.

Mascara

Prochaine distribution de plus de 3 200 logements tous programmes confondus

Le wali de Mascara, Salah El Affani, a annoncé, la distribution de quelque 3 211 logements tous programmes confondus durant ce mois de juillet. Animant un point de presse en marge de l'installation de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêt, le wali a rappelé que Mascara figure parmi les 14 wilayas du pays concernées par les instructions du ministère de l'Intérieur portant la distribution des logements prêts afin d'améliorer les conditions de vie du citoyen. Il a ajouté le lancement de l'opération de distribution de ce quota de logements aura lieu ce 5 juillet avec la remise des clés de 95 logements sociaux au niveau de trois communes, à l'occasion de la célébration de la double

fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. D'autres opérations similaires seront organisées ensuite à travers toutes les communes et tout le long de ce mois de juillet, a-t-il assuré. Salah El Affani a ajouté que la wilaya de Mascara achèvera, d'ici la fin de l'année en cours, l'opération de distribution de 10 000 logements tous programmes confondus qui s'ajoutent à 10 000 autres distribués en 2016. S'agissant du taux d'avancement des travaux du projet d'alimentation des communes de la wilaya de Mascara en eau de mer dessalée à partir de la méga-station d'El Macta (Oran), le chef de l'exécutif de la wilaya a annoncé le lancement des travaux de raccordement de la station de pompage n° 1 à celle n° 3 pour

alimenter la population de Mascara en cette denrée vitale avant la fin de ce mois en cours. L'entreprise de l'Algérienne des eaux (ADE) a suspendu dimanche matin le travail au niveau de la station de pompage n° 1 dans la commune de Bouhanifia qui alimente les villes de Mascara et Tizi en eau potable pour le raccorder à la station de pompage n° 3 des eaux acheminées à partir de la méga-station d'El Mactâa. L'ADE a mobilisé des moyens humains et matériels et des équipes techniques qualifiées travaillant en H/24 pour la réussite de cette opération et éviter toute perturbation du programme de distribution de l'eau, a-t-on souligné.

Hatem D./Agences

Ain Témouchent

243 ha pour l'extension urbanistique du chef-lieu de wilaya

Les services de l'Assemblée populaire de la wilaya de Ain Témouchent ont réservé une superficie de 243 ha pour les besoins de l'extension urbanistique future du chef-lieu de wilaya, a-t-on appris de cette instance. L'APW de Ain Témouchent a exprimé, lors d'une session ordinaire, son accord de réserver cette surface après son

approbation à la majorité du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) de la commune de Ain Témouchent, fixant une superficie de 243 ha pour abriter l'extension future du tissu urbain du chef-lieu de wilaya, a-t-on souligné de même source. Le site est prévu à l'extension urbaine de la ville de Ain Témouchent est situé à la sortie de

la ville en direction de Chentouf. Les services agricoles ont approuvé ce plan qui englobe un nombre réduit de terres agricoles à faible productivité, a souligné le chef du comité d'aménagement urbain, de l'équipement et de l'habitat à l'APW, Abdennacer Bouazza Maarouf. Le PDAU de Ain Témouchent intervient comme nécessité éventuelle

pour l'extension de la ville. Le dernier plan datant de 2004 a consommé toutes les assiettes foncières disponibles, d'où la réflexion engagée en vue du traitement de cette question afin de répondre aux besoins découlant du dynamisme urbain et du processus de développement que connaît le chef-lieu de wilaya.

M. H./APS



Situation en Libye

Parler d'une seule voix pour la résolution de la crise

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a souligné dimanche soir à Addis-Abeba, la nécessité de parler d'une seule voix pour le règlement de la crise en Libye.

Par Amel D.

Nous avons réaffirmé la nécessité d'une coordination entre toutes les initiatives concernant le règlement du conflit libyen qu'elle soit africaine ou en dehors du continent, a déclaré à la presse M. Messahel à l'issue de la réunion du Comité de haut niveau sur la Libye, soulignant la nécessité de parler d'une seule voix pour que les efforts convergent vers l'accompagnement des Libyens dans la résolution du conflit dans ce pays. Lors de cette réunion, nous avons présenté les conclusions de la 11e session des pays voisins de la Libye tenue à Alger en mai 2017, a-t-il indiqué. Pour le chef de la diplomatie algérienne, il ne peut y avoir d'alternative à l'accord politique qui est devenue une base pour toute solution à la crise en Libye, notant que cet accord est ouvert à toute révision si c'est la volonté de la Libye. La position de l'Algérie ainsi que celle des pays membres du comité de haut niveau sur la Libye favorise la solution politique, basée sur le dialogue, la réconciliation et la non-ingérence dans les affaires internes de la Libye, a-t-il dit, appelant à accélérer le renforcement des institutions politiques et économiques libyennes.

Moussa Faki plaide pour l'accélération du processus de négociation

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat a plaidé à Addis-Abeba pour l'accélération du processus de négociation entre les parties libyennes, soutenant que seul le dialogue politique et des négocia-



Ph. : DR

ciations loyales conduiraient à la résolution de la crise libyenne. «*Tout retard dans le retour à la table des négociations se traduira par la dilapidation des avancées déjà réalisées dans la lutte contre le terrorisme, l'aggravation de la situation humanitaire et un plus grand affaiblissement des institutions et des services des pays*», a dit M. Moussa Faki, dans son allocution lors de la réunion du Comité de Haut niveau de l'UA présidé par le Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguessou. Cette réunion tenue en marge des travaux de la 31^e session du conseil exécutif de l'UA à laquelle a pris part le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, était l'occasion pour le président de la Commission de l'UA de réitérer la position africaine concernant le conflit dans «*ce pays frère*» qui demeure constante, remerciant le président du Comité, d'avoir

pris l'initiative de la réunion opportune sur la situation en Libye, a la veille du Sommet de l'UA prévu lundi et mardi. L'UA a constamment souligné le fait que «*seul le dialogue politique et des négociations loyales conduiraient à la résolution de l'impasse politique et permettrait une solution durable à la crise libyenne*», a-t-il expliqué, indiquant que «*l'UA se doit de veiller à ce que tous les efforts qui ont été investis à ce jour pour parvenir à l'accord politique puissent continuer à contribuer au renforcement d'une plus grande confiance entre les parties*». Le président de la Commission africaine a relevé que les questions qui divisent les différentes parties prenantes libyennes sont en fait relativement minimes, et c'est pour cette raison, souligne M. Moussa Faki que «*l'UA a souligné à nos frères libyens l'impératif de créer l'environnement politique nécessaire à travers notre initiati-*

ve pour un dialogue politique inclusif et une réconciliation nationale». Il a été également souligné aux parties prenantes libyennes que toute tentative de privilégier une solution militaire à la crise compliquerait les efforts pour établir une force de sécurité nationale intégrée et centralisée, laissant ainsi l'espace aux milices pour dicter les termes des négociations politiques, a-t-il mis en garde. C'est également le sens du message transmis aux parties prenantes libyennes par les pays voisins de la Libye, lors de leur dernière réunion tenue le 8 mai à Alger, a soutenu M. Moussa Faki, expliquant qu'ils ont souligné collectivement la nécessité d'appuyer le processus politique et d'encourager les parties libyennes à honorer leurs engagements de manière consensuelle et sans interférences extérieures. Le président de la Commission de l'UA a noté qu'«*il était également vital que la com-*

munauté internationale toute entière adresse le même message de détermination et de fermeté en vue de surmonter cette période tragique de l'histoire de ce pays frère». «*L'impasse politique, la difficulté pour le Gouvernement d'union nationale libyen d'instaurer son autorité sur les nombreux centres de pouvoir concurrents contribuent à la prolifération de milices indépendantes, agissant en toute impunité et amplifiant l'ampleur de la violence contre les civils innocents*», a-t-il conclu.

A. D./APS

Territoires sahraouis occupés

Le Maroc échoue dans une tentative de bloquer une mission africaine

Le Maroc a échoué dans sa tentative de bloquer une mission de la commission africaine d'évaluation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, a déclaré à Addis-Abeba, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek. «*Le Maroc, dont c'est la première participation aux travaux du sommet de l'Union africaine (UA), a échoué dans sa tentative d'enlever des paragraphes dans les rapports de la commission africaine des droits de l'Homme et des peuples qui était mandatée, sur décision du Conseil exécutif de l'UA, de faire un rapport et une évaluation sur la question des droits de l'Homme dans les territoires occupés de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD)*», a indiqué M. Ould Salek en marge des travaux de la 31e session du Comité exécutif de l'UA.

Il a expliqué qu'après la tentative marocaine, «*le Conseil exécutif, après un débat très important, a mandaté le Nigeria pour trouver un consensus, lequel a rétabli la commission dans ses fonctions et dans son mandat*». Le chef de la diplomatie sahraouie a rappelé, dans ce cadre, que la commission africaine des droits de l'Homme et des peuples a déjà fait un rapport en 2013 sur le Sahara occidental. Cette commission a ainsi visité les territoires libérés et les camps de réfugiés, a-t-il dit, dénonçant, toutefois, «*le refus à deux reprises par le Maroc de permettre à la commission africaine de visiter les territoires occupés*». «*Le Maroc a refusé aux Organisations des droits de l'homme, aux hommes politiques et à la presse de visiter les territoires occupés*», a-t-il dit soulignant que «*le Maroc, qui a récemment expulsé*

deux journalistes américains, a quelque chose à cacher». Le MAE sahraoui a indiqué que le Maroc, devenu membre de l'UA depuis janvier dernier, «*doit se conformer à l'Acte constitutif de l'UA qu'il a ratifié et qui lui interdit d'occuper un autre Etat membre*». De son côté, le ministre des Affaires étrangères du Nigeria, Geoffrey Onyeama, dont le pays a été mandaté par le Conseil pour mener une médiation entre le Maroc et la RASD sur cette question a qualifié cette médiation de «*succès*». Le succès de cette médiation «*va renforcer le rôle de l'Union africaine dans sa contribution au règlement du conflit entre le Maroc et le Sahara occidental*», a-t-il dit lors du Conseil exécutif de l'UA, dont les travaux s'achèveront dimanche soir.

Halim O./agences

Tunisie Augmentation des salaires de 6% dans 21 secteurs

LES ARRÊTÉS portant adoption d'avenants modificatifs des conventions collectives signés, par le chef de gouvernement, Youssef Chahed prévoient une augmentation des salaires et des primes des employés dans 21 secteurs à hauteur de 6%. Sont concernés par ces augmentations convenues avec les partenaires sociaux, les secteurs soumis aux conventions collectives sectorielles, a indiqué, dimanche, à l'agence TAP une source auprès de la présidence du gouvernement. Il s'agit notamment des secteurs du tourisme, du commerce et de la distribution du pétrole et de ses dérivés, de l'impression, la reliure et la diffusion, de l'agroalimentaire, des industries de boulangeries, des unités de nettoyage, du commerce de gros, demi-gros et détail, de la fabrication des produits de nettoyage et de l'assurance électrique et électronique.

R. M.



Irak

Assaut final en vue face aux derniers jihadistes à Mossoul

■ L'armée irakienne a annoncé de nouvelles avancées à Mossoul face aux dernières centaines de jihadistes du groupe État islamique (EI) acculés dans la vieille ville au milieu de civils pris au piège des combats.

Par Rosa F.

Huit mois après le lancement de l'offensive pour reprendre à l'EI son dernier grand bastion urbain du pays, la victoire « n'est plus qu'une question de jours », a déclaré à l'AFP le général de brigade Nabil al-Fatlawi, un commandant des forces spéciales irakiennes (CTS).

Selon lui, « environ 300 combattants jihadistes, en majorité étrangers et venus notamment d'Europe, d'autres pays arabes et d'Asie résistent encore aux forces armées qui se préparent à lancer l'assaut final ».

Acculés sur la rive ouest du Tigre, et encerclés de l'autre côté par l'armée et la police, les jihadistes ne contrôlent plus qu'une bande d'environ 400 mètres entre les deux, a précisé le gé-

ral. Il ne s'est toutefois pas avancé sur la date exacte de la fin de la bataille, celle-ci restant difficile « à cause de l'étroitesse des rues et de la présence de civils », souvent utilisés comme boucliers humains par les jihadistes.

Plus tôt dimanche, l'armée a annoncé la reconquête par les CTS d'un autre quartier du Vieux Mossoul, Makawi.

La veille, la police avait annoncé la reprise, après des semaines de combats acharnés, d'un complexe comprenant un hôpital et d'autres installations médicales dans le quartier Al-Shifa.

Plus de 500 combattants de l'EI avaient trouvé refuge dans ce qui était la dernière poche de résistance jihadiste hors de la vieille ville, selon la même source.



La plupart ont été tués, mais une petite partie a pu s'enfuir, a-t-elle ajouté.

Dans la vieille ville, les combats opposant l'armée et la police à l'EI restent âpres et sanglants. Si les autorités irakiennes ne fournissent pas de bilans en termes de victimes, les opérations font chaque jour de nombreux morts tant militaires que jihadistes ou civils.

A chacune de ses visites dans la vieille ville ces derniers jours, l'équipe de l'AFP a vu plusieurs dépouilles de jihadistes dans les rues et de soldats ramenés du front par leurs camarades.

Des centaines d'habitants continuent à sortir chaque jour de la vieille ville au fur et à mesure de avancées des forces irakiennes.

Selon eux, les snipers et les bombes jihadistes comme les bombardements aériens de l'armée irakienne et ses alliés occidentaux menés par les États-Unis ont fait de très nombreuses

victimes civiles collatérales. Dimanche après-midi, dans un centre médical pour civils déplacés aux abords de la vieille ville, une équipe de l'AFP a croisé plusieurs membres d'une famille en partie décimée par une frappe aérienne. « Neuf membres de notre famille ont péri sous les décombres », a raconté Chahed Omar, en tenant dans ses bras sa nièce de 9 mois, dont le père fait partie des victimes.

Le bébé était soigné pour malnutrition et déshydratation sévères, comme de nombreux enfants qui sortent de la vieille ville avec leurs familles après avoir été pris au piège des combats, et s'être cachés dans des sous-sols pendant des semaines voire des mois.

Jeudi, les forces irakiennes avaient repris les ruines de la mosquée al-Nouri, où le calife autoproclamé de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, avait fait son unique apparition publique en juillet 2014. Cette avancée a

représenté une victoire symbolique pour les forces irakiennes, même si les jihadistes ont dynamité ce célèbre joyau historique ainsi que le minaret penché adjacent surnommé « la tour de Pise irakienne ».

L'EI, qui en 2014 avait saisi de larges pans de territoires en Irak et en Syrie, a depuis perdu 60% de son territoire et 80% de ses revenus. Il contrôle toujours plusieurs zones dans les deux pays, où il continue de commettre des attentats dans les zones tenues par leurs gouvernements respectifs. Tout comme il a continué ces derniers jours à perpétrer des attaques dans les quartiers de Mossoul reconquis par l'armée irakienne.

En Syrie, la ville de Raqa, capturée par les jihadistes en 2014 et devenue le symbole de leurs atrocités, est actuellement assiégée par une alliance de combattants kurdes et arabes soutenues par les États-Unis.

R. C.



Points chauds

Excuses

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron, le président du renouveau politique et de la moralisation de la vie publique, ne cesse pourtant depuis son arrivée à l'Élysée d'être au cœur de polémiques plus ou moins sérieuses, qui non seulement polluent son action politique mais surtout entament sa crédibilité avec le peuple français. Et la dernière bévue du président français a été rapidement reprise par tous ses opposants, heureux de pouvoir démontrer, « preuve » à l'appui, le mépris de classe qui anime l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande. En effet, jeudi dernier, lors de l'inauguration de Station F, l'incubateur géant de Xavier Niel, Emmanuel Macron a affirmé dans un discours qu'« une gare c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». « La pire des petites phrases », estime le Front national, qui la juge « indigne » : « C'est le banquier d'affaires qui n'a jamais cessé d'être qui reparle, où chaque homme et femme ne sont qu'une valeur marchande (...) Qu'il s'excuse (...) C'est terrifiant d'imaginer qu'on a ce genre de personnage à la tête de l'État ». Pour le numéro 2 du FN, c'est « peut-être la pire des petites phrases qu'on a eu à commenter des présidents ou des responsables politiques ». Il poursuit : « Elle est révélatrice d'une pensée très dure. Elle est indigne. Personne n'est rien. Ça n'existe pas. Des gens qui ne sont rien ? Quoi ? Parce qu'ils n'ont rien ? Parce qu'ils ne produisent, à un instant donné, rien ? J'ai réécoulé la séquence elle est ultra-violente. C'est vraiment le banquier d'affaires qu'il n'a jamais cessé d'être qui reparle, où chaque homme et femme n'est qu'une valeur marchande, n'est qu'une marchandise ». Et Philippe n'est évidemment pas le seul à être monté au créneau pour dénoncer les paroles du président français. « Je trouve beaucoup de mépris dans tous ses propos », a à son tour dénoncé Nicolas Dupont-Aignan dans Dimanche en politique sur France 3, ce 2 juillet, se disant « saisi » par cette déclaration. Et de s'interroger sur la nature de la réaction de l'opinion si Nicolas Sarkozy avait tenu les mêmes propos, listant en même temps tous les reproches qu'il a à faire au chef de l'État : « Je ne sais pas si vous réalisez si Nicolas Sarkozy avait dit cela, si Nicolas Sarkozy avait été devant le Congrès de Versailles la veille du Premier ministre, si Nicolas Sarkozy avait refusé de répondre aux questions des journalistes le 14 juillet, si Nicolas Sarkozy avait tristé tous les postes à l'Assemblée nationale, qu'est-ce qu'on aurait dit ? Il y a une caste médiatique qui a mis la France sous propagande. Ça suffit. N'écoutez plus ces espèces de moulinets à paroles ». Du côté de la gauche, toutefois, pas de réactions, il est vrai qu'avec la déconfiture du PS, l'alternative En Marche ! reste la seule pour beaucoup d'élus et de cadres socialistes. Reste à savoir si Macron se pliera aux exigences des réseaux sociaux et des élus de droite et du FN qui l'ont pointé du doigt ou s'il se contentera de les ignorer en attendant que les médias et le public se focalisent sur d'autres polémiques.

F. M.

Chine

Pékin furieuse après une « provocation » des États-Unis en mer

Les présidents chinois et américain se sont parlés hier au téléphone, dans un climat tendu par le passage quelques heures plus tôt d'un navire de guerre des États-Unis près d'une île contrôlée par Pékin en mer de Chine méridionale.

Xi Jinping et Donald Trump ont évoqué la dénucléarisation de la Corée du Nord, l'amélioration des liens commerciaux, mais pas cet incident maritime, selon un communiqué de la Maison Blanche.

Les relations bilatérales sino-américaines s'étaient réchauffées depuis une rencontre entre les deux dirigeants en avril. Mais elles ont viré à l'aigre ces derniers jours suite à plusieurs initiatives de Washington qui ont provoqué la colère de Pékin.

Après une manœuvre maritime réalisée dimanche par l'US Navy, le ministère chinois des Affaires étrangères a dénoncé « une grave provocation politique et militaire ».

Le USS Stethem s'est approché à moins de 12 milles nautiques de l'île Triton (appelée « Zhongjian » par Pékin) dans l'archipel des Paracels, contestant de facto la souveraineté chinoise

sur ce territoire également revendiqué par le Vietnam. L'île est administrée par la Chine depuis plusieurs décennies.

« La partie chinoise appelle avec force la partie américaine à cesser immédiatement ce genre d'opérations provocatrices qui violent la souveraineté et menacent la sécurité de la Chine », a réagi le porte-parole de la diplomatie chinoise Lu Kang.

La Chine continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté et sa sécurité nationales, a-t-il ajouté.

Il s'agissait de la deuxième opération américaine destinée à contester les revendications de Pékin dans cette zone maritime depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. La première avait eu lieu le 25 mai, dans l'archipel des Spratleys plus au sud.

Le geste de Washington, juste avant la conversation téléphonique Trump-Xi prévue à l'avance, semble confirmer le raidissement des relations entre les deux puissances, après les efforts de rapprochement exprimés en avril lors du sommet de Mar-a-Lago en Floride entre les deux hommes.

L'administration américaine a donné jeudi son feu vert à la vente de 1,1 milliard d'euros d'armes à Taïwan, que la Chine considère comme une de ses provinces et n'a pas renoncé à reconquérir.

Une décision que Xi Jinping a évoqué hier lors de sa conversation avec Donald Trump, déplorant que la relation bilatérale était désormais assombrie par des « facteurs négatifs », selon un communiqué de la diplomatie chinoise.

Washington avait également annoncé jeudi des sanctions contre une banque chinoise, la Bank of Dandong, accusée d'avoir facilité des transactions au profit d'entreprises liées au développement de missiles balistiques nord-coréens.

Jeudi toujours, le département d'État américain avait fait part de son inquiétude pour le respect des libertés à Hong Kong, 20 ans après la rétrocession de la ville à la Chine.

La diplomatie américaine a également placé la semaine dernière la Chine sur sa liste noire du trafic d'êtres humains, au même rang que la Syrie, la Corée du Nord ou le Venezuela.



Biennale méditerranéenne des arts modernes à Oran

Un espace fructueux d'échanges artistiques

■ Le Musée des arts modernes d'Oran (MAMO) a ouvert ses portes dimanche soir aux amoureux des arts de différentes disciplines. Des œuvres comportant des peintures, des aquarelles, des sculptures, des montages artistiques, des photographies, des productions vidéo et des travaux de design, sont exposées lors de cet événement qui se poursuit jusqu'au 31 du mois de juillet. C'est dans le cadre de la Biennale méditerranéenne des arts modernes qu'une cinquantaine d'artiste algériens et étrangers participent à cet événement qui coïncide avec la célébration du cinquante-cinquième anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie

Par Abla Selles

Les Oranais sont en rendez-vous en ce mois de juillet avec un événement important qui regroupe des artistes algériens et étrangers autour du thème «Exil et exode». Il s'agit de la quatrième édition de la Biennale méditerranéenne des arts modernes qui s'est ouverte dimanche soir à Oran, avec la participation d'une cinquantaine d'artiste peintres algériens et étrangers.

Cette manifestation, qui coïncide avec la célébration du 55e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, se tient au Musée des arts modernes d'Oran (MAMO), situé au centre-ville d'Oran. Outre les peintres venus des différentes régions du pays, vingt autres



artistes représentant la Tunisie, l'Espagne, la France, la Suisse, la Turquie et les Etats-Unis y participent, a souligné le commissaire de la biennale, le plasticien

Toufik Ali Chaouche. Cette édition, placée sous le patronage du ministère de la Culture et de la wilaya, est organisée par l'association «Civ-œil» d'Oran. Des

œuvres d'artistes n'ayant pas pu se déplacer à Oran sont également exposées dans le cadre de cette biennale. Il s'agit d'artistes de Syrie, d'Egypte, du Liban, Maroc, de la Grèce, d'Italie et de la Thaïlande, a précisé Toufik Ali Chaouche. Trois artistes algériens participent en qualité d'invités d'honneur. Il s'agit de Zineb Sedira, venue de Londres, de Mustapha Nedjaï d'Alger et de Mustapha Ghedjati de Sétif.

Cette édition qui se poursuivra jusqu'au 31 juillet permet aux participants d'aller à la rencontre du public et vise à encourager les échanges d'informations et d'expériences entre les professionnels de l'art moderne. Les œuvres exposées comportent des peintures, des aquarelles, des sculptures, des montages artistiques, des photographies, des productions vidéo et des tra-

vaux de design, traitant toutes du thème «Exil et exode», retenu comme slogan de cette édition.

Le commissaire de la biennale a expliqué que le thème retenu est d'une actualité brûlante car lié aux guerres, conflits, catastrophes naturelles et autres raisons qui poussent les hommes à des migrations collectives parfois au prix de leurs vies.

Il est à noter que parallèlement avec l'exposition, des conférences seront animées par des spécialistes traitant de disciplines d'art contemporain.

A. S.

En hommage à Mouloud Mammeri

Une caravane sillonne trois villes du pays

Une caravane littéraire en hommage à l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri (1917-1989), prévue du 8 au 24 juillet, fera escale dans trois villes d'Algérie à l'occasion de la célébration du centenaire de la naissance du linguiste et un des pionniers de la littérature algérienne d'expression française. Organisée par le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), en partenariat avec le ministère de la Culture, la manifestation qui fera escale à Boumerdès, Jijel et Annaba, vise à vulgariser et à «ressusciter l'œuvre de la figure emblématique de la défense de la culture amazighe à laquelle il a consacré une partie de sa vie pour la recherche anthropologique et linguistique».

Des rencontres-débats et des tables rondes consacrées à l'œuvre mammerienne sont au programme de cette manifestation, ponctuée par des récitals poétiques et des lectures multilingues de textes choisis de l'auteur de «La colline oubliée». Des ateliers

de traduction, de lecture et de conte destinés aux enfants seront également animés par des cadres du HCA qui a mobilisé deux bibliobus pour cette occasion.

Parallèlement au programme littéraire, la manifestation sera marquée par la représentation de «Le Fœhn», pièce de théâtre de Mouloud Mammeri écrite en 1957 et montée dernièrement par le théâtre Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou.

La projection du film documentaire «Dda L'Mouloud» de Ali Mouzaoui, consacré à l'œuvre et à la vie de Mouloud Mammeri, fait partie du programme de cet événement qui prévoit des dons de livres sur la culture et langue amazighes au profit de bibliothèques de lecture publique.

Des rencontres littéraires, projections de films, spectacles de théâtre, des colloques scientifiques et déclamations poétiques font partie du programme de la célébration du centenaire de la naissance de Mouloud

Mammeri, étalé sur toute l'année 2017.

Né le 28 décembre 1917 à Taourirt Mimoun (Tizi-Ouzou), Mouloud Mammeri est considéré comme un des écrivains les plus illustres de la littérature algérienne francophone. Il a publié plusieurs œuvres notamment «La Colline oubliée», son premier roman paru en 1952, «Le sommeil du juste» et «L'opium et le bâton», autre roman chef-d'œuvre sur la guerre de Libération publié en 1965 et adapté au cinéma.

Auteur du premier livre sur la grammaire de langue amazighe, Mouloud Mammeri a écrit également des pièces de théâtre notamment «Le Fœhn» sur la Bataille d'Alger (1957), mise en scène par Jean-Marie Boeglin et déroulée pour la première fois en 1967 sur les planches du Théâtre national Algérien (TNA) et «La Cité du soleil» écrite en 1987, montée et présentée dernièrement à Bejaïa.

L. B.

Journées de poésie populaire de Mecheria

Naâma organise la première édition

La première édition des Journées de poésie populaire de la ville de Mecheria (Naâma) aura lieu les 5 et 6 juillet, avec la participation de 20 poètes, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette manifestation culturelle est organisée par l'association

«Les amis de Mécheria» en collaboration avec la maison de la culture «Ahmed-Chami» de Naâma à l'occasion du 55^e anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale et la fête nationale de la jeunesse. Elle verra la participation des poètes de la wilaya et d'autres régions

de l'ouest et du sud du pays.

Au programme de ce rendez-vous culturel, des récitals poétiques ainsi que des soirées de chants bédouins, a souligné le chef du comité d'organisation, Medjdoub Laid Kafa. Une soirée artistique est prévue le 5 juillet, avec, en ouverture de cette

manifestation placée sous le slogan «la vie s'invite en vers», un défilé de troupes folkloriques locales et de cavaliers.

Les participants bénéficieront d'une visite touristique des sites archéologiques de la wilaya.

F. H.

En marge du Festival international d'Oran du film arabe

Une session de formation sur les effets spéciaux programmée

La direction du Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa) a annoncé, dans un communiqué publié sur son site électronique, la tenue d'une session de formation sur les

effets spéciaux destinée aux jeunes cinéastes. Les candidats doivent être âgés entre 18 et 30 ans et doivent faire preuve d'un réel intérêt pour le 7e art en plus de certaines qualités dont le

sérieux et l'esprit d'initiative.

Cette formation concernera 20 jeunes qui seront sélectionnés après l'étude de leurs dossiers de candidature. Il s'agit d'une session de formation gra-

tuite d'une durée de trois jours. Elle sera organisée en marge de la 10e édition du Festival, prévue du 25 au 31 juillet courant à Oran.

R. C.

Rendez-vous culturels

Institut français d'Alger (Alger-Centre).

Jusqu'au 27 juillet :

Exposition de photographies «Entre ciel et mer» de Noël Fantoni.

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photo intitulée «Ikkal/Arrivées» : «Pour une nouvelle photographie algérienne». Auditorium de la Radio algérienne

8 juillet :

Dans le cadre des festivités du mois de l'indépendance de la Colombie, un concert sera organisé par Monica Danilov, accompagnée du pianiste Sergei Sychkov.

Salle El-Mougar (Alger-Centre)

Jedi 13 juillet à 20h :

Danse hip-hop «Ce que le jour doit à la nuit» de la compagnie Hervé Koubi. Entrée sur carte d'accès. Réservation à l'adresse :

danshiphop2017.alger@if-algerie.com

Galerie d'art Mohamed-Racim

Jusqu'au 22 juillet :

Exposition de l'artiste peintre Otmame Mersali

Opéra d'Alger

4 et 5 juillet à 19h :

A l'occasion de la célébration du 55^e anniversaire de l'Indépendance de notre pays, deux belles soirées seront organisées sous le titre «La symphonique de l'espoir» sous la direction du maestro Amine Kouider accompagné de la Chorale de la garde républicaine. Entrée gratuite.

Salle Ibn Khaldoun

4 juillet :

À l'occasion du 55^e anniversaire de l'Indépendance, l'association Arts et Culture organise un spectacle de danse contemporaine intitulé «La Trochoïde».



Championnat d'Afrique des échecs (individuel) Début des épreuves à Oran

LES ÉPREUVES du championnat d'Afrique individuel en dames et messieurs des échecs ont débuté dimanche après-midi à Oran.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu en présence de membres de la Confédération africaine des échecs et de la Fédération algérienne des échecs (FADE) et des autorités locales.

Cette manifestation sportive de 11 jours, organisée par la FADE et homologuée par la Confédération africaine des échecs, regroupe 45 échéphiles dont 18 dames représentant dix pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Angola, le Mozambique, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Zambie, le

Zimbabwe, l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie. Cette compétition est dirigée par l'arbitre principal ougandais Stéphane Kisuze, assisté de quatre arbitres algériens. Le programme prévoit le déroulement du 2 au 10 juillet des épreuves du jeu classique alors que les deux dernières journées seront consacrées au jeu semi-rapide et rapide.

A l'issue de ce championnat d'Afrique, le vainqueur et le deuxième au classement final en dames et messieurs dans la spécialité du jeu classique seront qualifiés à la coupe du monde des échecs, prévue fin septembre en Géorgie.

K. L.

Championnat d'Afrique (U20) Saut en longueur filles El Hadi Ould Ali remet les médailles aux trois vainqueurs



LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a présidé, dimanche, à Tlemcen, la cérémonie de remise des médailles aux trois premiers de l'épreuve de saut en longueur féminin, remportée par l'algérienne Asmaa Baya Arabia avec un saut de 6,02 m. à son deuxième essai.

Les médailles d'argent et de bronze de cette épreuve inscrite

dans le cadre de la 13ème édition des championnats d'Afrique d'Athlétisme, sont revenues aux athlètes Zineb Ajalal du Maroc (5,68m) et Fatimata Zougrana du Burkina Faso (5,41 m).

M. El Hadi Ould Ali est arrivé à Tlemcen, où il doit présider la cérémonie de clôture de ces championnats, en début de soirée, rappelle-t-on.

R. S.

Aïn Defla/Tennis de table Plus de 50 athlètes prennent part au championnat national scolaire

PLUS DE cinquante athlètes (filles et garçons) venus de 4 régions du pays prennent part au championnat national scolaire de tennis de table qui s'est ouvert dimanche à la salle omnisports Abdelkader Hamdoud de Aïn Defla, a-t-on constaté.

Organisée par la Ligue des sports scolaires de Aïn Defla en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), cette compétition de deux jours voit la participation d'équipes représentant les régions d'Alger, Sétif, Boumerdès et Aïn Defla.

Selon le vice-président de la ligue locale des sports scolaires, Sami Maâzouzi, ce championnat vise notamment à sélectionner les meilleurs éléments en vue de mettre sur pied une équipe nationale scolaire de tennis de table à même de représenter l'Algérie dans les compétitions internationales se rapportant à la discipline.

Qualifiant le niveau de la compétition de bon, le responsable de la commission technique du tournoi, Benmira Abderrezak a, pour sa part, fait état de rencontres particulière-

ment disputées, mettant en exergue la fraîcheur physique des athlètes en dépit de la chaleur régnante.

Observant que le niveau relevé est de bonne augure pour l'avenir de la discipline, le directeur technique national en sports individuels (jeux d'échecs, natation et tennis de table), Allam Rachid a, de son côté, émis le souhait de voir cette compétition couronnée par la découverte de talents avérés en tennis de table.

Toutes les conditions ont été réunies pour la réussite de ce rendez-vous sportif, ont relevé à l'unisson l'ensemble des participants, se félicitant que l'endroit réservé à l'hébergement des délégations ne soit situé qu'à une centaine de mètres du lieu du déroulement de la compétition.

La journée de dimanche a été consacrée aux matchs qualificatifs au moment où celle de lundi sera consacrée aux demi-finales et aux finales (minimes/cadets en filles et garçons), selon les organisateurs de la compétition.

O. N.

Football/Finale de la Coupe d'Algérie (ESS-CRB)

Le trophée séduit les Belouizdadis

■ *Le trophée de la Coupe d'Algérie de football a été présenté dimanche aux supporters du CR Belouizdad, 24 heures après leurs homologues de l'Entente de Sétif, l'autre club finaliste de cette épreuve populaire, mercredi (16h30) au stade olympique du 5-Juillet (Alger).*

Par Racim S.

Une cérémonie protocolaire a été organisée à cette occasion, en présence du président de la commission d'organisation de la compétition, Ali Malek, et d'un public nombreux, venu de très loin pour certains, afin d'admirer « Dame Coupe » et prendre quelques photos-souvenir.

Le trophée a été exposé sous un chapiteau, dressé spécialement à cet effet au complexe sportif du Caroubier (Alger) et les fans du Chabab ont pu s'immortaliser à ses côtés à partir de midi. Soit juste après la conférence de presse animée par le président du club Mohamed Bouhafs, en compagnie de l'entraîneur marocain Badou Zaki et du capitaine d'équipe, Tarek Cherfaoui.

Les plus privilégiés parmi les fans belouizdadis sont ceux qui ont rejoint le complexe du Caroubier très tôt dans la matinée, car non seulement ils n'ont raté aucun événement, mais ils étaient les premiers servis au moment de prendre les photos avec le trophée.

Les autres fans, qui sont arrivés après 9h30, ont buté quant à eux sur des mesures plus draconiennes devant la porte d'entrée et ont dû attendre plusieurs dizaines de minutes avant de pouvoir se joindre à la fête.

Aux côtés du trophée, soigneusement entreposé sous un cube protecteur en verre, les organisateurs ont également exposé les jeux de maillots que porteront les joueurs du Chabab pendant cette finale, ainsi que le ballon qui sera utilisé. L'un des équipements était tout en rouge,



PH. A. D. R.

alors que le second était tout en blanc. Outre les actuels responsables belouizdadis, la cérémonie a été marquée par la présence d'anciens dirigeants, comme Belaïd Hechaïchi, Salah Bouchareb et Mahdi Rabhi, qui se sont présentés à cet événement festif ayant réuni une bonne partie de la famille du Chabab.

Un grand engouement donc du côté du CRB qui compte déjà six Coupes d'Algérie à son palmarès et qui voudrait bien l'étouffer mercredi avec un septième trophée.

Les billets vendus depuis hier à Sétif et Alger

Les billets d'entrée pour la finale de la Coupe d'Algérie de football, ES Sétif-CR Belouizdad, prévue mercredi prochain (16h30) au stade du 5-Juillet (Alger), seront vendus lundi à Sétif et Alger, a indiqué, dimanche, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

« En prévision de la finale ESS-

CRB, mercredi prochain au stade du 5-Juillet, et dans le but de faciliter l'achat des tickets d'entrée aux supporters des deux équipes, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a donné instruction à l'effet de décentraliser l'opération de vente prévue lundi à partir de 9h00 », souligne un communiqué du MJS.

« Ainsi, les supporters de l'ESS pourront acquérir leurs billets à partir des points suivants : l'OPPOW de Sétif, salles omnisports d'El-Eulma, Aïn-Azel, Aïn-Oulmane, Bougâa et Aïn-Kébira, alors que ceux du CRB pourront acheter leurs billets au stade du 20-Août1955 », ajoute le texte.

A Sétif, cette opération de vente sera assurée par une équipe de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf en coordination avec les services de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya qui ont procédé à la désignation des points de vente, selon la même source.

R. S.

Touggourt

Le stade de 10 000 places mis en service

Le nouveau stade de football de Touggourt, d'une capacité de 10 000 places, a été mis en service dimanche par le wali d'Ouargla, Abdelkader Djellaoui, dans le cadre des festivités du 5 juillet marquant le double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Cette installation sportive, implantée au quartier El-Moustakbel et dotée d'une pelouse synthétique, a été réalisée pour un coût de 370 millions DA au titre du programme de développement des régions du Sud, selon sa fiche technique.

Elle renferme plusieurs structures et servitudes, dont une tribune et un salon d'honneur, des gradins, une aile administrative, quatre vestiaires, des douches

pour les joueurs et les arbitres, des salles de sports et une infirmerie.

Le nouveau stade, doté d'équipements modernes et répondant aux standards techniques requis, sera d'une « large contribution » à la promotion de l'activité sportive dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km au nord d'Ouargla), estiment les responsables de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya.

« Il permettra de combler le déficit accusé localement en installations de football et d'abriter des rencontres officielles et non officielles des clubs de la région », ont-ils ajouté.

Le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya délé-

guée de Touggourt a également bénéficié d'un projet de stade de football de 5 000 places en cours de réalisation dans la commune de Témacine.

Le projet, pour lequel a été allouée une enveloppe de 319 millions DA au titre du programme complémentaire de la croissance économique, a été lancé en chantier en 2014 et enregistre des taux divers d'avancement de ses structures, oscillant entre 5 et 90%, selon les explications fournies à la délégation de wilaya.

Ce stade comporte diverses structures, dont des salles de sports, six vestiaires, des douches, une cafétéria et une infirmerie.

L. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

A destination du Royaume-Uni

Découverte d'un arsenal d'armes sous la Manche

UN ARSENAL d'armes destiné à être écoulé au Royaume-Uni a été découvert dans le tunnel sous la Manche, a rapporté lundi la police britannique qui a exprimé ses craintes que des armes destinées aux gangs criminels soient utilisées par des terroristes.

Une grande quantité d'armes de poing destinées aux «criminels de Londres» a été saisie samedi dans le tunnel sous la Manche, aux frontières françaises, a affirmé Scotland Yard, qui relève l'augmentation «significative» des crimes par armes à feu dans la capitale britannique.

Il s'agit de «79 armes de poing de 4 et 16 mm, et d'une quantité de munitions», selon la police qui précise que les armes de poing sont privilégiées par les criminels parce qu'elles sont facilement dissimulables.

Les armes ont été découvertes dans des compartiments dissimulés d'une remorque attachée à une camionnette alors qu'elle se préparait à entrer dans le tunnel au terminal de Coquelles aux frontières françaises avec l'Angleterre, précise la même source.

Sept ressortissants polonais ont été arrêtés, mais six dont quatre femmes âgées de 15, 17, 58 et 41, ont été relâchés sans accusations. Un autre ressortissant originaire de la République tchèque vivant au Royaume-Uni, comparaitra également devant la justice dans cette affaire. Une enquête conjointe a été lancée par l'Agence nationale de la criminalité (NCA) et l'unité de la criminalité organisée de Scotland Yard, avec des respon-

sables de la Force frontalière françaises.

La police britannique pense que les armes ont été introduites depuis l'Europe de l'Est où elles sont «peu coûteuses et facilement disponibles, pour être vendues aux bandes du crime organisé à Londres».

Scotland Yard décrit la saisie comme «très significative» et «l'une des plus importantes» de son genre.

Un chef de la section du crime organisé de la police métropolitaine de Londres, Michael Gallagher, a déclaré que les armes étaient «destinées aux rues de Londres, où elles auraient causé des dommages indescriptibles à la communauté».

Les chiffres rapportés par la presse montrent une augmentation de 28% du nombre de crimes par armes à feu à Londres les 12 derniers mois, par rapport à la même période précédente.

La police souligne que le crime par les armes à feu est «relativement faible» dans le reste du Royaume-Uni, mais relève que la saisie d'armes dans les rues est «en nette augmentation».

Elle a exprimé ses craintes que les armes à feu, destinées initialement aux gangs du crime, puissent tomber entre les mains de terroristes.

Par ailleurs, les responsables de l'agence NCA disent avoir constaté une augmentation du nombre d'armes commandées sur le web, livrées à des adresses au Royaume-Uni.

Rania I.

Sommet

Le roi Salmane d'Arabie saoudite annule sa participation au G20

LE ROI Salmane Ben Abdelaziz d'Arabie saoudite a annulé sa participation au sommet du G20, vendredi et samedi à Hambourg (Allemagne), a annoncé lundi le gouvernement allemand.

«Le gouvernement a reçu une notification officielle selon laquelle le roi Salmane ne se rendra pas au sommet du G20», a déclaré un porte-parole cité par l'AFP.

Le souverain saoudien enverra son ministre des Finances, Mohammed Al-Jadaan, participer à ce sommet qui réunit les dirigeants des 20 principales économies mondiales, a par ailleurs précisé l'agence de presse allemande dpa.

Selon la presse allemande, la délégation saoudienne a réservé tout un hôtel de luxe à Hambourg pour le G20, placé sous haute sécurité.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, est en déplacement dans la région et devait s'entretenir ce lundi avec son homologue saoudien avant de se rendre aux Emirats arabes unis, au Qatar et au Koweït.

L'Arabie saoudite et ses alliés ont mis au ban le Qatar pour son soutien présumé à «terrorisme». Doha a rejeté les accusations saoudiennes et refusé de se faire dicter sa politique étrangère.

Fifi H.

LE PÉTROLE SOUS LA BARRE DES 49 DOLLARS



Djalou@hotmail.com

Bouira /Ath Laâziz

Un jeune tue son frère à l'aide d'un marteau

■ Le meurtrier, un étudiant ayant terminé son cursus, s'est rendu par la suite aux services de la Gendarmerie nationale à Bouira, reconnaissant avoir commis l'irréparable...

Par Samy K.

Un jeune de 26 ans a tué son frère dimanche soir dans la commune d'Ath Laâziz, à une quinzaine de km au nord-est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, avant d'être arrêté par les services de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris lundi auprès de ce corps constitué et de proches de la victime.

La scène du crime s'est déroulée sur un chantier dans la localité d'Amagrour où les proches de la victime étaient en

train de construire leur maison à Ath Laâziz. Après une dispute sur le foncier, le dénommé B.R a agressé son frère B.G en lui assénant un coup de marteau fatal à la tête, selon les détails fournis par un proche de la victime.

Le meurtrier, un étudiant ayant terminé son cursus, s'est rendu par la suite aux services de la Gendarmerie nationale à Bouira après, reconnaissant avoir commis l'irréparable, a ajouté la même source.

Pour sa part, le chargé de la communication du groupement

de la Gendarmerie nationale de Bouira, Boudarna Abdelmalek, a confirmé la nouvelle du drame à l'APS, précisant que le présumé auteur du crime se trouvait dans les locaux des services de la Gendarmerie nationale.

«Nous sommes en train de mener notre enquête sur ce crime», a indiqué M. Boudarna sans fournir d'autres détails.

Le corps de la victime a été transporté à l'Établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf de Bouira pour une autopsie, selon les mêmes sources.

S. K./APS

Yakouren/Si leurs villages ne sont pas alimentés en eau et gaz

Des habitants menacent de recourir à «une action spectaculaire»

Les habitants de plusieurs villages de la commune de Yakouren, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Tizi Ouzou, menacent de recourir à «une action spectaculaire» si leur doléance liée à l'alimentation en eau potable n'est pas prise en charge. En effet, dans une déclaration rendue publique hier, les représentants des comités des

villages Tinsouine, Tamliht, Tighilt Boukessas, Tougana, Aouana, Begoub et Boumansour, ont annoncé, dans une déclaration, avoir accordé aux autorités un délai de 20 jours à compter du 2 juillet courant pour remettre en marche la chaîne qui les alimente en eau potable par la concrétisation de travaux adéquats ainsi que le

raccordement de ces mêmes villages au réseau de gaz naturel. Les villageois rappellent dans leur déclaration que lors de leur récente réunion avec les autorités autour de ces préoccupations des promesses de prendre en charge leurs doléances au plus tard pour le 10 juin passé leur ont été faites, mais en vain.

H. M.

Tlemcen

Saisie de 20 kg de kif traité et arrestation de deux individus

Les forces de police de la wilaya de Tlemcen ont saisi 20 kg de kif traité, récupéré une somme d'argent estimée à 498 millions de centimes et arrêté les mis en cause, a indiqué lundi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les services de police de la wilaya de Tlemcen ont

«démantelé une bande criminelle organisée, spécialisée dans le trafic de drogue, saisi 20 kg de kif traité, arrêté les deux mis en cause et récupéré une somme estimée à 498 millions de centimes ainsi que 1 940 boîtes de cigarettes et un talkie-walkie de marque Motorola».

Les éléments de la brigade

de recherche et d'investigation de la même wilaya ont interpellé, suite à des informations faisant état de l'existence d'une personne activant dans le trafic de drogue, un individu impliqué dans ce trafic qui a fini par divulguer le nom de son principal fournisseur.

Ali T.